

Citoyens du monde

NOUVELLE SERIE

BULLETIN TRIMESTRIEL DU CENTRE FRANÇAIS

15 RUE VICTOR DURUY - 75015 PARIS

TÉL. 01 45 31 29 99

CCP 771046Z PARIS

2,50€

N°1

4ème TRIMESTRE 2009

COURRIEL : CONTACT@CITOYENSNUMONDE.NET

La résistance contre la **MAUVAISE MONDIALISATION** doit se faire par l'adhésion à la **BONNE MONDIALISATION**

« Ah, enfin, le voilà ! » se sont sûrement exclamé quelques milliers de personnes (1) en trouvant ce bulletin dans leur boîte aux lettres. Oui, chers amis citoyens du monde, le voilà ! Enfin !... Nous avons mis un certain temps à le réaliser mais, ça y est, il est entre vos mains. Pour nous tous, son existence est déjà en soi une petite victoire pour les idées mondialistes.

Rapide rappel des faits pour ceux qui nous ont rejoints au

années soixante. Une nouvelle série voit le jour à la suite de l'Appel du 3 mars 1966, dit « l'Appel des 13 ». Ce 3 mars en effet, 13 personnalités de renommée internationale invitent chaque femme et chaque homme partout dans le monde à se faire enregistrer comme citoyen(ne) du monde, ainsi que ces personnalités l'ont fait elles-mêmes. Parmi ces « 13 » figurent cinq Prix Nobel, le biologiste Jean Rostand, le Brésilien Josué de Castro (ex

temps après l'Appel s'est achevée il y a deux ans avec le Bulletin n°150. L'an dernier, nous avons publié un numéro hors-série et, avec l'exemplaire que vous avez entre les mains, démarre une troisième série. Souhaitons qu'elle dure aussi longtemps que la précédente ! Jamais 2 sans 3 certes, mais nous avons d'autant moins le droit de faire mentir ce dicton qu'en ce début du 21^{ème} siècle commence une ère nouvelle pour l'humanité. Une page blanche (enfin, si l'on peut dire...) caractérisée par des phénomènes nouveaux : pollutions tous azimuts partout sur la Terre et dans la terre, réchauffement climatique partout sur la planète, énergies fossiles en voie de disparition partout dans notre sphère, etc, etc. Phénomènes qui peuvent conduire, s'ils ne sont pas maîtrisés très rapidement, à l'irréversible pour l'humanité.

Mu par la trouille de voir à court terme la fin de toute vie humaine sur terre, chacun y va de son constat et de son idée pour juguler ces phénomènes. Dans ce concert généralisé de discours, de sermons, de vœux pieux, d'incantations et même de propos sensés, il est indispensable que nous fassions entendre notre voix. Indispensable que nous, mondialistes, avancions haut et fort

nos propositions pour que l'humanité sorte de ce mauvais pas dans lequel d'autres « sans frontières », ceux là au service de la finance transnationale et de ses actionnaires, les nouveaux maîtres du monde, font tout pour l'enfoncer. Comme le dit le sociologue Edgar Morin (membre de notre Comité de soutien) : « La résistance contre la mauvaise mondialisation doit se faire par l'adhésion à la bonne mondialisation ». Malgré nos soixante ans, nos propositions sont loin de sentir la naphtaline. Au contraire, elles respirent le neuf, le frais, le propre. Une preuve ? Si jusqu'à la fin des années 90, les politiciens, experts et autres spécialistes autoproclamés nous taxaient avec mépris, ironie ou condescendance d'« utopistes », ce n'est plus le cas aujourd'hui. Car, depuis, le réchauffement climatique est devenu une réalité scientifiquement prouvée et, déjà physiquement ressentie. Ceci explique cela. Ecoutez-les, ils sont de plus en plus nombreux à tourner autour du pot du mondialisme, mais sans jamais oser mettre les doigts dans la confiture : dirigeants d'associations de défense de l'environnement, élus, politiciens, économistes distingués, experts divers et variés qui estiment qu'il faudrait « faire quelque chose au niveau mon-



Première élection au Congrès des Peuples en juin 1969 à Paris.
(voir en page 16)

cours de l'année écoulée, et rafraîchissement de mémoire pour d'autres : le Centre français des Citoyens du Monde a 60 ans (2). Dès le début des années 50, il crée un bulletin de liaison dont la parution, régulière, cessera au milieu des

Président de la FAO), Mme Rajan Nehru et Shinzo Hamai, ancien maire d'Hiroshima. Cet appel relancera efficacement les idées mondialistes à travers le monde, donc en France aussi où la série de Bulletins (trimestriels) commencée peu de

(1) En France, quelque 10.000 personnes sont actuellement titulaires d'une carte de citoyen du monde.

(2) Créé en 1949, le Centre français des Citoyens du monde a, de ce fait, bien plus d'ancienneté que la plupart des ONG qui occupent aujourd'hui le devant de la scène.

GOUVERNANCE ET...

Alain Juppé, ancien Premier ministre : « Il nous faut créer une grande chaîne d'initiatives, du local au global. Tout commence dans nos vies quotidiennes (...). La chaîne se prolonge au niveau national. (...) Le maillon régional est important. On pense naturellement chez nous au rôle de l'Union européenne (...). Vient enfin, en bout de chaîne, le maillon de la **gouvernance mondiale**. »
Le Figaro, 17 janvier 2007

François Bourguignon, ancien vice-président de la Banque Mondiale : « La Banque [mondiale] peut devenir la banque de l'environnement de la planète (...), une **gouvernance mondiale** par le biais du gaz à effet de serre. »
Le Monde, 13 novembre 2007

« Pour un autre regard sur les migrations. Construire une **gouvernance mondiale** » de B. Badie, R. Brauman, E. Decaux, G. Devin et C. Wihtol de Wenden, collection « Sur le vif »,
Editions La Découverte, mai 2008

Laurent Joffrin : « Il est temps d'en appeler à cette **gouvernance mondiale** qui n'est plus une utopie mais une nécessité vitale lorsque tant de problèmes et de crises pulvérisent le concept même de frontière. »
Libération, 4-5 octobre 2008

« Kemal Devis, chef du Programme des Nations unies pour le développement [PNUD] estime que la crise financière "a ouvert un débat sur la **gouvernance économique mondiale** ? et "plaide pour une vision véritablement supranationale ? »
Le Monde, 18 octobre 2008

Dominique Strauss-Kahn, Directeur général du FMI : « Je proposerai au G20 un plan de nouvelle **gouvernance mondiale**. »
Le Monde, 31 octobre 2008

« Les Européens veulent renforcer le rôle du FMI dans la régulation du système financier mondial (...) Ce concept risque d'être pris avec des pinces aux États-Unis. (...) Les Américains n'ont pas de sympathie pour un embryon de **gouvernance mondiale**. »
Le Monde, 6 novembre 2008

« Nicolas Baverez, avocat, historien, économiste, plaide pour une régulation intelligente de l'économie et la recherche d'une forme de mondialisation politique pour équilibrer la mondialisation économique et financière. »
Le Monde Economie, 10 juin 2009

« Face aux dérèglements du monde, Dominique de Villepin esquisse une « **gouvernance mondiale** » capable de mettre en oeuvre concrètement le multilatéralisme, sur la base de Nations unies rénovés de fond en comble. »
Le Monde, 27 juin 2009

Jean-Claude Trichet, Président de la Banque centrale européenne : « Nous avons créé une économie financière mondialisée, il faut évidemment une **gouvernance mondiale**. Mais le G20 ne suffit pas. Chaque pays doit internaliser les effets de sa politique sur ce bien supérieur collectif qu'est l'économie mondiale. »
Le Monde, 7 juillet 2009

« Les grandes puissances en quête d'un mode de **gouvernance mondiale**. Pour pallier les lacunes du G8, le sommet de l'Aquila va multiplier les

forums ouverts à de nouveaux acteurs. »
Le Monde, 9 juillet 2009

« les nouvelles équations de la **gouvernance mondiale** à l'Aquila : A l'occasion du sommet des huit pays les plus industrialisés (G8), les grands pays émergents du G5 (...) ont réclamé « une nouvelle gouvernance globale basée sur le multilatéralisme ». »
Le Monde, 11 juillet 2009

Bertrand Delanoë, maire de Paris : « Pour une nouvelle **gouvernance mondiale** : La France et ses valeurs devraient fournir le socle d'une régulation politique globale. »
Le Monde, 26 août 2009

Ce n'est pas la peine de vous faire un dessin, vous l'aurez compris : le concept de « **gouvernance mondiale** » est très à la mode depuis quelque temps. Très « tendance », comme on dit maintenant. Vous avez sûrement remarqué aussi que, ce qui est également « tendance » c'est l'idée de nouvelle gouvernance mondiale ». Après la nouvelle vague, les nouveaux riches, les nouveaux philosophes, la nouvelle cuisine, les nouveaux pauvres, voici la nouvelle gouvernance mondiale...

Devons-nous, nous citoyens du monde, nous laisser abuser par cette expression qui ressemble étonnamment à ce pourquoi nous luttons ? Notre réponse est non. Pour deux raisons.

I/ Cette expression revient comme une antienne mais quasiment personne parmi ceux, nombreux, qui l'utilisent ne la définit ni ne l'explique vraiment. Et ceux qui, donnent quelques précisions se situent par rapport au G8 ou au G14 ou au G20 qu'il convient, selon eux, d'améliorer ou de réformer.

Etant donné que ce sont les G successifs qui sont grandement responsables de la situation actuelle (sur les plans politique, économique, écologique) on voit clairement où cela nous a menés. Puisqu'ils se sont trompés sur toute la ligne pendant quelques décennies et que ce sont eux qui nous ont fait « foncer vers l'abîme » (selon l'expression du secrétaire général de l'ONU), au nom de quoi devrions-nous encore leur faire confiance ? L'idée de « **gouvernance mondiale** » n'est-elle pas de leur part un nouveau gadget politique, un tour de passe-passe qui leur permettrait de tenir encore les manettes du pouvoir ? On prend les mêmes et on recommence ? C'est, en tout cas, la désagréable impression que cela donne.

2/ Aucun de ceux qui avancent cette idée ne mentionne la notion - primordiale à nos yeux - de « supranationalité », donc de pouvoir de contrainte sur les Etats-nations dans l'intérêt de l'humanité. Aucun ne l'évoque et, à ma connaissance, aucun non plus n'a jamais cherché à approfondir sa réflexion, à affiner des propositions en consultant un de ces intellectuels mondialistes que nous présentons parfois dans ce Bulletin et qui réfléchissent depuis longtemps sur ce sujet. Aurait-ils la science infuse ou serait-ce plutôt, que, pour eux, « **gouvernance mondiale** » ne signifie nullement « autorité supranationale au bénéfice de l'humanité » ? Aussi longtemps que ces dirigeants n'auront pas précisé leurs pensées et leurs propositions sur ce point ou qu'ils ne se seront pas situés par rapport à nos idées, pourra-t-on, s'agissant de cette « **gouvernance mondiale** », leur faire confiance ?

En fait, à ce jour, cette « **gouvernance mondiale** » (quelle soit « nouvelle » ou non) que nous proposent les dirigeants

VIGILANCE !

actuels du monde est à (aux) l'autorité(s) supranationale(s) pour la (les) quelle(s) nous milions, ce que le Canada Dry (1) est à l'alcool. Cela a l'aspect du mondialisme, le goût du mondialisme mais ce n'est pas du mondialisme.

« Jugeant limités l'ONU et les organismes financiers internationaux, le pape propose [dans son encyclique *Caritas in veritate*] la création d'une « autorité politique mondiale ». Idée sympathique mais l'on aimerait, pour nous situer par rapport à elle, avoir beaucoup plus de précisions afin qu'elle ne soit pas, comme l'écrit l'éditorial du *Monde* du même jour (8 juillet 2009), qu'« un rêve de pape ».

Enfin, face au dérèglement du capitalisme, le philosophe Jean-Claude Milner écrit (*Le Monde*, 15 juillet 2009) : « On parle de réglementation. Soit, mais la question se pose : qui fabrique les règles ? (...) N'importe qui n'est pas légitime pour en fabriquer. On retrouve ainsi la plus classique des questions : quelles sont les sources possibles de règles, et de quelles règles ? Les peuples, une représentation nationale, des partenaires sociaux ?

Devant le désastre de la société du n'importe qui, une certitude s'impose : mieux vaut que les sources soient peu nombreuses et clairement définies. Bref, mieux vaut des institutions. Nationales, supranationales, internationales, les circonstances trancheront. Qu'il s'agisse du marché ou de l'opinion ou de la société ou de la politique, il n'y a pas de main invisible. »

Ce texte a le mérite de bien situer l'enjeu et le fond du débat. Pour notre part, nous ferons tout pour que « les circonstances » tranchent en faveur de règles supranationales édictées par une assemblée représentative des peuples – et non pas des Etats-

du monde.

Terminons sur une histoire vraie à méditer. Comme on le sait, le Président de la République a créé au printemps 2009, une commission – présidée par Michel Rocard – de réflexion sur un projet de taxe carbone : la « contribution climat-énergie ». Dans une tribune du *Monde* (15 août 2009) parue après la publication du rapport, trois députés verts écrivent : « Nous regrettons qu'aucun élu écologiste n'ait été invité à participer aux travaux de la commission. Etrange idée que de vouloir faire de l'écologie sans les écologistes ». Ils estiment en effet « posséder quelque légitimité à éclairer le débat », ayant soutenu, seuls, cette idée depuis longtemps et ayant été les auteurs d'une proposition de loi sur la contribution climat-énergie déposée à l'Assemblée nationale en avril dernier.

« Etrange idée que de vouloir faire de l'écologie sans les écologistes » s'étonnent-ils. Ils ont tort de s'étonner. C'est en effet une idée tout à fait normale. S'ils avaient lu *le Monde* du 12-13 novembre 2006, ils le sauraient. Sous un titre d'une grande élégance – « Arrêtez la salade verte ! » – le chroniqueur économique du journal commençait ce jour-là son article par cette phrase : « Le réchauffement de la planète est devenu un problème trop sérieux pour être laissé aux écologistes ». Si nos députés verts n'ont pas lu, en son temps, cet article, d'autres, en haut lieu, l'ont sûrement lu, eux. Ce qui peut expliquer l'absence d'élus écologistes dans cette commission sur la taxe carbone.

Tout cela pour vous dire, amis citoyens du monde – et très souvent écologistes... - qu'il faut s'attendre à ce que quelque chroniqueur en vue, essayiste à la mode ou politicien(ne) en mal d'image déclare un jour de façon pérem-

toire : « Les catastrophes qui s'abattent en série sur notre monde sont devenues un problème trop sérieux pour que les mondialistes aient leur mot à dire ». Oui, attendons-nous à ce discours, il nous pend au nez. Nous sommes prévenus. Raison de plus pour être encore plus vigilants. Faisons savoir aux journaux, par le courrier des lecteurs à nos élus au niveau communal, départemental et national que si, les mondialistes ont plus que jamais leur mot à dire sur ce qu'on appelle encore (mais pour combien de temps ?) la marche du monde.

Le Centre français des Citoyens du Monde

(1) Célèbre boisson non alcoolisée des années 60.

VOUS ALLEZ BIENTÔT DÉMÉNAGER ?

N'OUBLIEZ PAS DE NOUS SIGNALER VOTRE NOUVELLE ADRESSE.

SACHEZ QUE LA POSTE REMET GRATUITEMENT DES CARTES POSTALES DE CHANGEMENT D'ADRESSE AUX PERSONNES QUI DÉMÉNAGENT.



éditorial (suite)

dial » pour résoudre les problèmes climatiques actuels... Jusqu'au Président de la République qui, à l'issue de sa rencontre avec le secrétaire général de l'ONU en juillet dernier a prôné lui aussi la création d'une « organisation mondiale de l'environnement ». M Ban Ki-moon, il est vrai, avait estimé que les résultats du sommet du G8 qui venait de se tenir en Italie étaient « insuffisants » sur la question du réchauffement climatique. Extrêmement pessimiste, le patron de l'ONU précisera même début septembre : « Nous avons le pied collé sur l'accélérateur et nous fonçons vers l'abîme, » ajoutant que le prix d'un échec « serait lourd pour la génération actuelle, pas seulement pour les générations futures ». (*Le Monde* des 19-20/7 et du 5/9/2009).

Bref, voilà quel est l'état d'esprit, aujourd'hui, des pouvoirs (politiques, économiques, associatifs, etc) face à la notion de mondialisme. Il y a encore beaucoup à faire pour que notre proposition d'une nouvelle organisation politique de l'humanité devienne, à l'instar de la notion des droits de l'Homme par exemple, une valeur admise et défendue par presque tous les courants politiques... Aussi plus nous serons nombreux à affirmer ces convictions mondialistes, plus nous pourrons nous faire entendre et plus vite nous pourrons influencer sur les gens de pouvoirs pour que les déclarations susdites ne soient pas que des incantations ou des effets de mode. Dans quelques mois auront lieu les élections régionales. Comme lors des élections législatives de 2007, nous interpellons les candidats. D'ici là, bonne lecture à tous, sans oublier d'encourager vos parents, amis, collègues, voisins, etc à devenir eux aussi citoyens du monde. (Voir page 6) On ne répétera jamais assez le propos plein de bon sens d'Edgar Morin qui sert de titre à cet éditorial.

Joël Luguern

CITOYEN DU MONDE ET PETIT FUTE

Lettre d'un citoyen du monde au magazine de voyage « Petit futé » à propos d'une publicité...

Bonjour,

J'ai été surpris de découvrir dans vos pages une publicité de vente de tee-shirts (n° 16, Septembre/octobre 2008) avec la mention « Citoyen du Monde »

Je trouve l'affaire un peu trop déplacée pour rester indifférent ! Etre « Citoyen du Monde » est devenu à la mode (...).

On serait presque tenté de dire « tant mieux » si l'expression n'était pas si galvaudée et vidée de son sens.

Nous sommes tous citoyens du monde, c'est maintenant une évidence. Encore fallait-il que l'idée fasse son chemin ! Seule l'association « Citoyens du Monde » créée en 1949 au lendemain de la guerre avec un

appel citoyen en 1966 s'est battue pour cela, à une époque où il était de bon ton de penser « préférence nationale ». Epoque de la reconstruction, de la guerre froide entre géants, puis de l'industrialisation à tout va, des compétitivités féroces, des délocalisations fourbes de la défense des intérêts nationaux par devant et des intérêts financiers mondialisés par derrière, plutôt que d'une vision globale et équilibrée de notre monde, d'en reconnaître ses diversités, d'accepter les différences, de mesurer et tenter de réguler les effets.

L'idée simple des Citoyens du Monde est de fédérer dans le respect, de proposer des solutions à une échelle planétaire, de parler de solidarité avec humanisme et lucidité. « A problèmes mondiaux, solutions mondiales ! »

En butte il y a quelques années à une terminologie médiatique impropre qui consistait à parler, pour la globalisation de l'économie, d'une « mondialisation en marche », les Citoyens se sont déjà trouvés happés par une confusion de mots. Il a fallu se battre encore, pour faire admettre l'idée, a contrario d'une économie de marché mondiale (et dévastatrice) et de sa pensée unique envahis-

sante, que d'autres chemins sont possibles. Surtout que le respect des cultures et de la diversité sont complémentaires et nécessaires pour mieux gérer cette minuscule planète qui commence à être bien abimée. Cette association, dont font partie un grand nombre de personnalités (et pas spécialement du show biz ou de soit disant VIP), a toujours applaudi à chaque prise de position similaire, à chaque signe de prise de conscience des uns ou des autres indépendamment des races, nationalités, cultures, religions partis ou groupes d'individus. L'important étant d'agir ensemble pour des buts communs. Je suis persuadé qu'ils ne défendent pas leur titre comme une marque déposée. Ce serait un piège à l'ouverture et à la tolérance. Mais justement, de là à se servir de ses valeurs repeintes aux couleurs bobos pour des actions commerciales, c'est discutable ! Il y a de quoi s'étonner et bondir, car je doute qu'un simple pourcentage soit reversé à l'association pour ses actions méritantes ?!

J'ai une carte de citoyen du monde depuis 1981. Le tee-shirt de l'association « Citoyens du Monde » que j'arborais lors de mes nombreux et longs

voyages était décliné en de multiples langues, reconnaissable même dans des endroits peu enclins au partage ou à l'humanisme; cela avait du sens !

Je ne pense pas trahir ces gens tout à fait respectables par ma protestation, je les laisse juges de mes considérations qui n'engagent que moi, mais tout de même ! Vous le diffusez ce produit, vous marquez en dessous « pour découvrir l'ailleurs avec un œil neuf » ! Ce n'est hélas pas un simple tee-shirt qui fait le voyageur averti, même avec un « je ne sais quoi de Ben », artiste sympathique, drôle et malicieux par ailleurs, devenu icône sans qu'on connaisse véritablement ses engagements et intentions. « Laissons au placard les idées reçues et les préjugés », d'accord mais restons vigilants.

Vous ouvrir les yeux, voilà plus de 50 ans que les authentiques Citoyens du monde s'y attèlent gratuitement, généreusement, honorablement. Et comme dans tous les combats c'est avec la sueur et parfois des souffrances qu'ils le font. Merci d'y prendre garde.

Pierre Sauvage
Nanterre (Hauts de Seine)



**La terre est un village,
Coffret de 10 cartes de voeux
5 euros**



**Macaron autocollant
1 euros**



**50 enveloppes assorties
7 euros**

**LA BOUTIQUE DE CITOYENS DU MONDE
ADRESSEZ VOS COMMANDES À :
Citoyens du Monde - 15 rue Victor Duruy 75015 Paris**

MERCI DE JOINDRE À VOTRE COMMANDE UNE PARTICIPATION DE 2 EUROS POUR EXPEDITION.

PETITES ANNONCES

D'UNE GRANDE IMPORTANCE

Cette nouvelle série de Bulletins du Centre français est bien entendue ouverte, comme les précédentes, à tous les citoyens du monde francophones désireux d'écrire sur le mondialisme : les limites de l'ONU, le principe de supranationalité, etc, etc.

L'abondance de l'information à présenter dans ce numéro ne nous a pas permis de publier le compte rendu de l'assemblée générale ordinaire du Centre français qui a eu lieu le 3 mai dernier. Ce compte-rendu est évidemment disponible sur simple demande. Le nouveau bureau se compose de Didier Marchand, secrétaire général, Joël Luguern, secrétaire général adjoint, Thierry Toulon, trésorier et Joëlle Leroy, trésorière adjointe.

Jacques Cervelli, correspondant des citoyens du monde, dans les départements de l'Aude et de l'Hérault, est entré au Conseil d'administration. Il remplace Andrée Gaynard-Rollet, décédée en 2007.

C'est également le manque de place qui nous a obligés à reporter au prochain numéro les réponses aux demandes et remarques sur les clandestins en France et sur Wikipédia. Nous prions M.M. Hubert Texler, Hubert Fagot et Philippe Simon de bien vouloir nous excuser.

ADIEU
Plusieurs citoyens du monde nous ont quittés depuis la parution de notre précédent Bulletin. Avocat, ancien vice-président de la Ligue des droits de l'homme, Jean-Jacques De Felice est décédé à l'âge de 80 ans. Il était membre de notre comité de

soutien. Jean Prédine nous a quittés en juillet dernier. Il fut parmi les premiers militants mondialistes. Pilier du Registre international des Citoyens du Monde pendant des décennies, il participa aussi pendant longtemps la rédaction de ce Bulletin. Enfin, sa famille nous a fait part du décès d'Eloi Monod, un citoyen du monde fidèle, qui fut maire de Biot (Alpes-Maritimes) de 1959 à 1971.

Nouvelle plus joyeuse
Nous avons appris l'existence d'une rue Goulebenze à Tonnay-Charente (Charente-Maritime). Pourquoi sommes-nous contents ? Les cinq premiers qui trouveront la bonne réponse – elle paraîtra dans le prochain numéro – recevront un petit souvenir mondialiste...

Vous souhaitez aider des victimes de catastrophe naturelle (tremblement de terre, inondation, cyclone, etc) mais vous ne savez pas à qui vous adresser ?
L'association « Action d'Urgence Internationale », notre amie, est celle qu'il vous faut. La devise d'AUI : « Travailler AVEC et non POUR ». Ses volontaires travaillent sur les terrains de catastrophe toujours avec des locaux. Un reçu fiscal est délivré pour chaque don.

Action d'Urgence Internationale
Les Terrasses de Montcalm
1401 rue de Fontcouverte
34070 Montpellier (Hérault)
Tel. 04.67.27.06.09
Courriel : info@aii-ong.org
Site : www.aui-ong.org

Le mensuel *Silence* (écologie – alternatives – non-violence) n'omet jamais de citer le Centre français des Citoyens

du monde parmi les initiatives politiques alternatives. Il ouvre aussi largement les colonnes de son « courrier des lecteurs » aux idées mondialistes. Un grand merci.

Silence : 9 rue Dumenge
69317 Lyon cedex 04 / Tel.
04.78.39.55.33 / Site :
www.revuesilence.net

Vous êtes avocat, juriste, étudiant en droit ou bien vous possédez de bonnes connaissances en droit ? De plus vous voulez aider concrètement le Centre français pour faire avancer l'idée mondialiste, et cela à votre rythme et à domicile ? Oui ? Alors vos compétences et votre collaboration seront très utiles. Nous avons un projet à vous proposer. Merci de prendre contact avec nous par courrier postal à :

Citoyens du monde
15, rue Victor Duruy
75015 Paris

Ou par courriel à :
contact@citoyensdumonde.net
en précisant sur l'enveloppe
ou le courriel : « A l'attention
de Joël Luguern »

Vous êtes citoyen(ne) du monde. N'hésitez pas à écrire aux journaux que vous lisez pour parler du mondialisme ou de l'urgence qu'il y a à créer une autorité supranationale de l'environnement, dotée de pouvoirs limités mais réels ; ou encore à envoyer une carte postale (éditée par le Centre français) donnant la définition du mondialisme quand ce mot est utilisé par la presse dans un sens inexact. C'est souvent le cas...

Envoyez nous si possible une copie de votre courrier, de celui-là s'il est publié et de la réponse du journaliste (sur le mot « mondialisme ») quand il y en a une. Merci à Bernard Chemin (de Mayenne), Thierry Brelivet (du Finistère) et Jean Château (des Côtes d'Armor).

Vous avez l'Internet et vous préférez recevoir ce Bulletin trimestriel à votre adresse électronique ? C'est très facile. Il vous suffit de nous envoyer votre demande à : contact@citoyensdumonde.net à l'attention de Khanh Giang.

JEAN PRÉDINE, ANCIEN PRÉSIDENT DU REGISTRE INTERNATIONAL DES CITOYENS DU MONDE

Jean Prédine nous a quittés. Il était un Citoyen du Monde de la « première heure », toujours actif au service du mondialisme : du Registre International des Citoyens du Monde et du Centre Français. Il a également participé à de nombreuses commissions d'études telle que Commission Faim et Développement. Il a aussi été membre du Conseil d'Administration du « Fonds Mondial de Solidarité contre la Faim ». En 1990, il a pris la succession de Roger Wellhoff, directeur du Registre International des Citoyens du Monde, jusqu'en 1998 où il s'est retiré pour raison de santé.

Ceux qui l'ont connu, garderont le souvenir d'un ami conciliant mais vigilant, toujours disponible et emprunt d'un grand humanisme.





HENRI CAINAUD, UNE PERSONNALITÉ COMME ON LES M*

On peut dire que ce Limousin a suivi le cursus classique qui, à son époque, menait à la citoyenneté mondiale. Henri est en effet venu au mondialisme par la Résistance. Ce ne sont ni Robert Sarrazac ni Jean-Claude Loewinski, entre autres, qui démentiront. C'est dans le refus de l'occupation nazie et dans la confrontation aux horreurs de la guerre que s'est forgé l'idéal des fondateurs et des premiers militants du mondialisme. « Plus jamais la guerre, construisons la paix universelle ! » devint en quelque sorte leur devise.

Interrompant les études qu'il menait alors à l'École Nationale Professionnelle de Limoges, Henri s'est donc engagé en 1944 dans les Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) « sans prévenir la famille ». Celui qui écrivait dans son carnet de route de combattant « Les Allemands approchent nos lignes. Ils sont reçus par un violent tir d'armes automatiques. Ils rôderont toute la nuit, nous tenant sans cesse en alerte. Le lendemain nous améliorons le camouflage de nos positions » ou « Un guetteur mal posté est tué, un autre a son fusil qui s'enraye. Il va chercher une mitraillette et se fait tuer à son tour en sortant du gourbi. Un

Allemand blessé à la jambe, est fait prisonnier. Il croit encore à la victoire de l'Allemagne et ne croit pas au crime d'Oradour-sur-Glane. La garde est renforcée. (...) La fatigue se fait sentir parmi les hommes. Notre groupe tient bien » mais qui écrivait aussi : « Je suis venu rêver sur le bord de l'étang. L'eau murmure à mes pieds. Le vent a une senteur marine, le soleil brille, il fait beau. Je suis heureux » ou encore « J'écris du bosquet où je suis venu si souvent rêver. Il se dégage de ce lieu un charme et une poésie qui rendent mélancolique et songeur. Je me baigne dans une petite rivière », celui-là ne pouvait pas être un va-t-en-guerre, un mercenaire. Non, il avait l'âme profondément pacifiste. Sa vie entière le prouvera.

Revenu à la « vie civile » en octobre 1945, Henri trouvera un travail dans le Loiret. Il est

projeteur dans une entreprise et Guy Marchand, des « militants exemplaires » dit-il. L'occasion lui sera aussi donnée de se lier de complicité, lui le catholique pratiquant, avec une figure pacifiste de Saint-Amand Montrond, un village voisin, probablement la seule personne qui pourra se targuer, quelques années plus tard, d'avoir fait plier le Général de Gaulle. C'était l'anarchiste Louis Lecoïn. Ce pacifiste intégral entreprendra en 1962 une grève de la faim illimitée pour que les « objecteurs » obtiennent enfin un statut. Après trois semaines de grève, alors que les forces de ce petit bonhomme naturellement chétif s'épuisaient dangereusement, De Gaulle dit : « Il ne faut pas que Lecoïn meure ». C'est ainsi qu'à partir de 1963, les pacifistes eurent un statut. Reconnus comme objecteurs de conscience, ils furent, dès lors, dispensés de croupir en prison et de faire leur service

est élu maire d'Orval. Dès le premier numéro du bulletin municipal qui suit son élection, il confirme la couleur pour laquelle il a été choisi comme premier magistrat : « Une pensée du grand aviateur et homme d'action Saint-Exupéry traduit parfaitement l'esprit qui nous anime et nous aimerions qu'elle serve à guider notre action commune dans tous les domaines d'activité. "La grandeur d'une tâche est peut-être avant tout d'unir les hommes ; il n'est qu'un luxe véritable, et c'est celui des relations humaines. En travaillant pour les seuls bien matériels, nous bâtissons nous-mêmes notre prison » (...) Tout en œuvrant dans ces perspectives [améliorer les équipements collectifs], nous devons garder les yeux ouverts sur les autres et le monde pour y chercher un champ d'action plus vaste qui peut s'appeler coopération intercommunale, jumelage,

*Henri Cainaud
(1er à g.),
à l'Institut d'Etudes
Mondialistes, Gironde,
en juillet 1984.*



de construction de matériel ferroviaire. De Jargeau, où il habite, il anime dès 1950 le groupe départemental des Citoyens du Monde du Loiret. Cette époque marque le début d'une longue collaboration et amitié avec Renée

militaire. Le service civil était né.

Mais ni l'engagement pacifiste et mondialiste ni l'engagement syndical à la CFCT puis à la CFDT ne suffisaient à la soif de « servir » (sa devise) d'Henri Cainaud. En 1965 il

service civique, mondialisation de la commune. Nous participerons ainsi à l'accélération de l'unité des hommes et à l'établissement de la paix mondiale ». Refusant de devenir un professionnel de la politique il ne sollicite pas un deuxième mandat mais cela ne l'empêchera pas de faire

*Mondialiste, militant, modeste (donc pas m'as-tu-vu), mesuré dans son expression (mais jamais mièvre sur le fond), minutieux dans son travail (sans être maniaque) et mobilisable à tout moment pour la cause de l'homme (ne manquant donc jamais à l'appel). Bref... un modèle !

LA FAIM DANS LE MONDE : SANS REMISE EN CAUSE DE LA **SOUVERAINETÉ** **NATIONALE ABSOLUE...**

Chers amis,

Sans vouloir m'étendre sur la situation effrayante des peuples de la misère - les médias ont parfaitement rempli leur rôle dans ce domaine - je parlerai aujourd'hui des solutions à apporter.

Il s'agit là de propositions à long terme, mais qui à notre avis, sont celles qui seules peuvent résoudre un problème d'une telle ampleur.

Je vous parlerai d'abord de Lord BOYD ORR. Mais qui connaît aujourd'hui Lord Boyd Orr, cependant Prix Nobel de la Paix et premier Directeur de la F.A.O., agence spécialisée des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture ?

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, il affirmait déjà que le monde allait à la famine. Les faits lui ont malheureusement donné raison, car depuis cette époque c'est par centaines de millions que l'on compte les morts de faim, peut-être dix fois l'hécatombe de la seconde guerre mondiale.

Devant cette prévision terrible, Lord Boyd Orr apportait une solution: ce problème étant mondial, il préconisait une solution raisonnable, c'est-à-dire une solution mondiale. Il fallait donner aux hommes politiques une structure juridique mondiale qui leur permette de prendre des décisions applicables au niveau de la planète, c'est

ainsi que Lord Boyd Orr présenta en 1946 le premier projet de lutte contre la pénurie alimentaire.

Il n'a pas été écouté, malgré le soutien d'hommes tels que Josué de Castro, auteur de la *Géopolitique de la Faim*, de l'Abbé Pierre ou du ministre Robert Buron.

Cependant, si l'on veut éviter une révolution mondiale de la misère, ne serait-il pas temps que ce problème de la faim soit envisagé en dehors de tous les égoïsmes nationaux ?

Malgré plus de 2.000 réunions d'experts, malgré l'action de certaines de mouvements, les morts de faim se comptent toujours par millions chaque année. Même si toutes ces activités, certes importantes, ont évité une issue fatale pour un certain nombre d'êtres humains, le résultat global est un terrible ECHEC.

Après 40 ans, ne serait-il pas opportun de reprendre la proposition de Lord Boyd Orr : envisager ce problème sous un autre angle, c'est-à-dire, dans un premier temps, en étudiant l'influence qu'exerce chaque Etat lorsqu'il défend sa souveraineté nationale absolue, base de son édifice, mais que la science et les techniques ont rendu depuis longtemps caduque.

Voyons les sujets généralement abordés lorsqu'il s'agit du Tiers-Monde et les solu-

tions qui pourraient être préconisées les concernant :

I *Désarmement* : Pour rester dans l'actualité, prenons le tandem "développement - désarmement" dont a parlé le Président de la République française il y a quelques jours aux Nations unies.

Quoi de plus évident que de demander le transfert de crédits de l'armement au développement, ainsi d'ailleurs que l'avaient déjà demandé Edgar Faure en 1955 et Valéry Giscard d'Estaing en 1974 ?

Quoi de plus évident que de demander le transfert de crédits de l'armement au développement ?

Mais, sans être un voyant extra-lucide, on peut affirmer que le souhait de ce Président de la République n'a pas plus de chance de se réaliser que ceux d'Edgar Faure ou de Valéry Giscard d'Estaing, car dans aucun de ces discours, on ne trouve, à côté du voeu, le moyen de le réaliser : comment donner aux hommes politiques le pouvoir qui leur permettra de mettre en œuvre ce processus ?

En effet, comme la confiance entre Etats n'existe pas, il convient qu'il y ait un contrô-

le sur place et, éventuellement, pouvoir de coercition : il faut donc créer des équipes internationales d'experts pourvues de pouvoirs supranationaux.

Mais cela suppose de la part des 163 Etats une délégation de cette sacro-sainte souveraineté nationale absolue à une Institution Supranationale.

Cette délégation de souveraineté, sous réserve de réciprocité, est cependant prévue dans certaines Constitutions nationales : française, italienne, allemande...

Mais dans ce domaine aucun Etat ne prend l'initiative.

Domage que les Etats ne s'inspirent pas du livre de Léon Blum, *le Problème de la Paix*, où il mentionne la nécessité de limiter la souveraineté pour avoir un contrôle efficace.

Ou du livre de Louis Périllier, *Le contrôle, clé du désarmement* dans lequel on peut lire " la paix ne pourra être garantie sans la mise sur pied d'une autorité supérieure disposant de délégations de souveraineté ".

2 *Sociétés Multinationales* : Un autre sujet : les Sociétés Multinationales agro-alimentaires. Les reproches qui sont formulés à leur encontre sont certes justifiés, nous n'entrerons pas

dans le détail. Mais ne doit-on pas constater que, dans toute organisation humaine, s'il n'y a pas de contrôle il y a abus. Les Etats-Unis, qui sont en faveur de l'économie libérale, n'ont-ils pas créé des lois anti-trusts pour justement éviter ces abus ? Face à ces Sociétés Multinationales agro-alimentaires il n'existe pas de lois anti-trusts ! Et pour cause : qui les imposerait ?

Il faudrait créer une Institution Mondiale Supranationale de contrôle car ces Sociétés qui ont des activités dans de nombreux pays ne devraient plus pouvoir jongler avec les lois sociales les plus avantageuses pour elles, et ce, sans aucune contrainte. Mais là encore, il faudrait une délégation de la souveraineté nationale.

3 *Monnaie* : Prenons maintenant le cas de la monnaie. A Williamsburg, à l'ONU, le Président de la République française a affirmé qu'il fallait réformer le système monétaire international. Excellente idée, d'autant que ce système n'a pas beaucoup évolué depuis les Perses, à part quelques astuces apportées par les banquiers il y a quelques siècles. Mais depuis plusieurs décennies la production n'a plus rien à voir avec celle des Perses, ni même avec celle du début de l'ère industrielle. Les usines-robots feront encore mieux !..

Mais que voyons-nous ? Une possibilité de production pratiquement sans limites et face à cela, 40.000 enfants qui meurent de faim chaque jour parce que leurs parents ne sont pas solvables pour acheter la nourriture indispensable à leur survie. Comment lutter contre le chaos monétaire où seuls les

spéculateurs font la loi, où la stabilisation des cours de matières premières n'existe pas, ce qui empêche les pays du Tiers-Monde d'établir des plans à long terme et ce qui les rend totalement dépendants de forces qu'ils sont dans l'impossibilité de dominer ?

Là encore, je vous citerai un livre, celui de Charles Warin, *Une monnaie pour un nouvel ordre économique mondial*.

Les Etats riverains des mers et des océans se sont approprié des zones côtières de plus en plus larges

50 ans de réflexion d'un chef d'une entreprise internationale, 30 ans de correspondance avec Pierre Mendès-France. Il préconise de baser la monnaie sur des stocks de

*Guy Marchand
était président
de la commission
« Tiers-Monde et
développement » ainsi
que secrétaire général
du Centre français
de Citoyens du monde.*

matières premières suffisamment importants pour venir en aide, immédiatement, aux pays au bord de la famine. Mais alors, cela ne demandera-t-il pas de limiter, pour chaque Etat, le droit régalién de battre monnaie comme bon lui semble ? Cela, les hommes politiques seraient-ils prêts à l'admettre ?

4 *Démographie* : Il y a quelques millénaires, les groupes humains commencent à s'organiser, les religions prennent naissance. A cette époque la terre est peu peuplée et la médecine inefficace. Les hommes politiques et les religieux demandent une forte natalité. Aujourd'hui, la terre est peuplée et la médecine est efficace, mais le langage des hommes politiques ou des chefs religieux n'a pas changé.

Bien sûr, on peut considérer qu'avec un accroissement du niveau de vie la démographie se stabilisera. Mais aujourd'hui cette régulation est obtenue par la mort quotidienne de 40.000 enfants. Ne pourrait-on concevoir une solution plus humaine à ce problème de la démographie galopante à l'échelle de la planète ?

planète se sentirait solidaire de tous ses habitants ? N'est-ce pas ainsi que s'exerce la solidarité nationale à l'intérieur d'un même pays ?

6 *Désertification* : Les experts l'affirment : la désertification progresse. Or, ce processus qui se moque des frontières ne peut être endigué qu'au niveau mondial. Qui protégera l'humus à travers le monde en édictant des décisions applicables non seulement dans les pays victimes, mais aussi et surtout dans les pays riches où bien souvent sont prises les décisions de cultures dans le tiers-monde. On retrouve là le problème, cité plus haut, des sociétés multinationales.

7 *Pollution* : Un autre problème crucial de notre époque est celui de la pollution : pollution de la haute atmosphère, pollution des nappes phréatiques, pollution



5 *Aide* : Envisageons maintenant la façon dont s'exerce aujourd'hui " l'aide au tiers-monde ". Cette aide bilatérale, ce relent de paternalisme ou, dans certains cas, de néo-colonialisme, ne serait-elle pas mieux conçue si elle s'exerçait par une solidarité mondiale transnationale dans laquelle chaque habitant de la

chimique, pollution atomique.... toutes ces pollutions ignorent les frontières. Alors ? Comment les neutraliser sans instance mondiale capable d'édicter et de faire respecter des lois mondiales ?

8 *Mer* : Océans et mers du monde : " bien commun de l'humanité " affirme l'ONU. Quelle belle idée de justice

dans cette expression. Ainsi on allait trouver un moyen de venir en aide au tiers-monde.

Mais très rapidement les Etats riverains de ces mers et de ces océans se sont appropriés des zones côtières de plus en plus larges.

Par exemple, en juin 1976, la France a fait main basse sur 10 millions de Km² (20 fois sa surface), sans doute pour que ses 55 millions d'habitants déjà riches soient mieux nantis. Dans le même temps, le Nigéria, qui a une population à peu près identique mais pauvre, n'a presque rien.

Où est la justice ? Où est l'égalité ? Où est le bien commun ?

Là encore, sans lois supranationales mondiales, démocratiquement établies, nous resterons dans le domaine de la jungle : la force prime le droit. Le but d'une civilisation humaine ne serait-elle pas de faire primer le droit sur la force ?

9 *Énergie* : Il est un problème qui se pose dans les mêmes termes: celui de l'énergie. Charbon, pétrole, forêts, uranium sont très inégalement répartis à travers la planète et donnent puissance momentanée au groupe humain qui les exploite.

Là encore, ces richesses, " biens communs de l'humanité " ne devraient-elles pas dépendre d'une Institution Mondiale qui les répartirait équitablement pour tous les habitants de la planète ?

Conclusion

La solution proposée pour ces quelques problèmes interdépendants tend à prouver qu'il est parfaitement vain de vouloir assurer l'éradication de la faim dans le monde si l'on refuse de sortir des sentiers battus : il faut que les 163 Etats du monde délèguent une part de leur souve-



Le siège de l'Unesco, à Paris

raineté à une instance supérieure pour régler ces problèmes mondiaux.

Les pays du Tiers-Monde y ont intérêt eux aussi. Même soi-disant indépendants ils ne jouissent en fait d'aucun pouvoir de décision, même sur leur propre devenir. Dans des Institutions Supranationales Fédérales Mondiales, ils participeraient à ces décisions dont dépend leur survie.

Pour terminer, je vais vous citer un autre livre, best seller américain, celui de Jonathan Shell, " Le destin de la Terre ", dans lequel il affirme que les deux superpuissances préféreront détruire la planète plutôt que d'abandonner un peu de leur souveraineté.

Il faut, pour le Tiers-Monde, que cette prédiction soit fautive. Il faut que soit évitée cette révolution mondiale de la misère avec son cortège de souffrances imprévisibles pour tous, il faut donner à l'ONU un pouvoir supranational mondial en appliquant l'article 24 de sa Charte qui demande à ses membres de lui conférer le responsabilité nécessaire, c'est-à-dire une véritable autorité souveraine.

Sans la remise en cause de la

notion de souveraineté nationale absolue, il est totalement illusoire de prétendre trouver une solution au tragique problème de la faim.

Guy Marchand

A l'époque secrétaire général du Centre français des Citoyens du monde, Guy Marchand était également président de la commission «Tiers-Monde et développement » du Comité français des ONG pour la liaison et l'information des Nations-Unies. C'est à ce titre qu'il fit cette intervention à l'UNESCO le 11 octobre 1983.

Vingt-six ans plus tard, cette intervention n'a, hélas, rien perdu de son actualité, laquelle s'est même aggravée :

Les multinationales, dont Guy Marchand demandait le contrôle par une Institution mondiale supranationale sont plus nombreuses qu'en 1983 et leurs pouvoirs économique et politique sont si forts qu'elles sont devenues de véritables rouleaux compresseurs transnationaux. Raison supplémentaire pour exiger qu'elles soient contrôlées.

On sait, aujourd'hui, que les jours des réserves d'énergie fossile sont comptés. Raison de plus aussi, pour que ces « biens communs de l'humanité » dépendent d'une institution mondiale qui les répartirait équitablement.

Enfin : « La barre du milliard de victimes de la faim est franchie. La FAO pointe les effets de la crise économique, qui réduit l'accès des populations pauvres à la nourriture ».

A cela s'ajoute, pour compliquer encore la situation et la rendre à terme plus dramatique, un phénomène apparu il y a quelques années mais qui s'est accéléré depuis la crise financière de 2008 : l'accaparement de terres arables du tiers-monde par des groupes étrangers. Des Etats, par le biais de groupes agro-alimentaires nationaux, achètent ou louent pour plusieurs décennies des terres arables hors de leur territoire. Dans le but d'assurer leur propre approvisionnement alimentaire. Ce qui se pratiquait déjà sous la terre avec les concessions minières se développe désormais dessus. « La ruée vers les terres arables » titrait *le Monde* en décembre dernier. En juin de cette année de 15

à 20 millions d'hectares étaient déjà passés sous le contrôle et l'exploitation d'autres mains. Quatre pays se partagent l'essentiel de ces acquisitions : la Chine avec près de 5 millions d'hectares, la Corée du Sud (2,3M d'ha), l'Arabie saoudite (1,6M ha) et les Emirats arabes Unis (1,3M ha) (1).

« Les investisseurs à la recherche de placements à long terme s'intéressent aussi à ce secteur. Convaincus que la démographie, le réchauffement climatique et l'appauvrissement des sols vont entraîner des tensions sur les marchés et se traduire par une augmentation durable des prix alimentaires, ils veulent en profiter. »

A Madagascar, le groupe Daewoo envisageait d'acquérir 1.300.000 hectares. Les vives réactions populaires provoquées par cette annonce contribuèrent au renversement du Président Marc Ravalomanana. Le nouveau chef d'Etat a annulé la cession à la compagnie sud-coréenne. Mais aujourd'hui, un groupe indien, Varun International compte y louer 500.000 hectares. 85% des terres ciblées sont déjà exploitées par des paysans malgaches ? Qu'importe ! La compagnie indienne leur propose le marché suivant : on vous loue vos terres contre le versement de 30% de la récolte. « En restant les bras croisés, le paysan recevrait donc une quantité de riz équivalente, voire plus importante qu'auparavant. » « Le seul problème, c'est la durée du contrat de 50 ans. J'aurais préféré 15 ou 20 ans. J'ai peur d'une nouvelle colonisation. » dit un cultivateur qui possède deux hectares. « Que va-t-on faire de tous ces paysans qui n'auront plus d'emplois ? » se demande un ingénieur agronome malgache, dont le pays est déjà miné par le chômage. « Comment peut-on pousser à des décisions sur un projet d'une si grande ampleur alors que tous les paysans ne sont

pas au courant et que l'on n'a pas accès au détail des engagements ? » s'interroge un directeur du développement régional. « Varun apparaît comme le bras opérationnel d'un Etat indien en quête de terres pour nourrir 1,1 milliards d'habitants. (...) De 20% de la production de riz exportée vers l'Inde dans les premières années, Varun compte passer à 60% d'ici à dix ans. »

« En janvier 2008, le gouvernement [d'Arabie Saoudite] a décidé de baisser de 12,5% la production nationale [de blé]. D'ici la fin de l'année 2015 le royaume dépendra entièrement des importations pour cette céréale (...) Les groupes agroalimentaires saoudiens ont commencé leurs prospections sous l'égide des ministères du commerce et de l'agriculture (...) Le groupe Ben Laden, spécialisé dans les travaux publics, s'est engagé en Asie à la tête d'un consortium, espérant, à terme, gérer 500.000 hectares de rizières en Indonésie, dans le cadre d'un projet agricole de 1,6 millions d'hectares comprenant la production d'agrocarburants. (...) En janvier [2009], le premier riz « saoudien » produit à l'étranger a été présenté au roi Abdallah. »

La Chine est déjà à la tête de 2,1 millions d'hectares [en mars 2009] répartis dans une dizaine de pays, notamment les Philippines (1,24 millions d'hectares). « En 2006, Pékin a signé des accords de coopération agricole avec plusieurs Etats africains qui ont permis l'installation de 14 fermes expérimentales en Zambie, au Zimbabwe, en Ouganda et en Tanzanie. « On considère que d'ici à 2010, un million de paysans chinois pourraient être installés sur ces terres », explique l'économiste et consultant agricole Jean-Yves Carfatan. (...) Selon lui, il est clair qu'une bonne partie des

récoltes seront exportées vers la Chine, afin de garantir à terme l'approvisionnement du marché. »

« Le Brésil a concédé plus de 5 millions d'hectares à des étrangers depuis l'année 2000 (...) Aussi insidieuse que légale, une nouvelle forme de colonisation des terres a commencé à s'installer dans les régions les plus pauvres de la planète, et nul ne proteste (...) Autrefois on utilisait la force militaire pour asservir les populations faibles (...) Aujourd'hui, toutes les règles du droit des affaires sont respectées : on ne spolie plus, on achète ou on loue. Les grandes compagnies minières l'ont bien compris mais on n'imaginait pas que l'agriculture finirait par intéresser les spéculateurs. » écrit Christian Bouquet, professeur de géographie politique et du développement, dans une tribune parue dans *le Monde* (du 19 décembre 2008). Il ajoute cette précision éclairante : « Depuis le début des années 1990, la Banque Mondiale a décrété que la propriété privée de la terre était une valeur universelle, et elle a entrepris d'imposer au monde ce principe sous le nom de "sécurisation" des terres ».

Pour sa part, « le Pakistan propose environ 400.000 hectares de terres arables inexploitées à des investisseurs qui veulent vendre ou louer des terres sur une longue période, a déclaré le ministre pakistanais de l'investissement, le 20 avril dernier. Des négociations seraient en cours avec l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, Bahreïn et d'autres pays arabes. **Le ministre a précisé qu'une force spéciale serait constituée pour protéger ces terres.** »

Monsieur Habib Ouane, un Malien, est directeur de la division Afrique de la CNUCED (2). Quand on lui

demande si cet accaparement des terres cultivables par des groupes étrangers, notamment en Afrique l'inquiète, il répond : « Il serait regrettable que des capitaines d'industrie étrangers viennent investir les meilleures terres de ces pays pour produire des biens qui seraient exportés, compromettant ainsi l'accès à des ressources vitales, foncières, hydrauliques et écologiques. Nous proposons que les institutions comme l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) édictent des règles du jeu en vue de protéger les petits producteurs. Nous devons préserver la durabilité de l'agriculture. Faute de quoi on risque d'assister à l'augmentation des flux migratoires sauvages ».

Et l'ONU dans tout ça ? Eh bien l'ONU a annoncé qu'elle « veut contrôler la ruée vers les terres agricoles ».

Mais entre vouloir et pouvoir il y a la même différence qu'entre une organisation internationale et une autorité supranationale.

SI LONG MONDIALISTE
« SOLIDARITE MONDIALE
CONTRE LA FAIM »
ENTREPREND UNE
CAMPAGNE POUR
DENONCER CES PRATIQUES
D'ACCAPAREMENT ET FAIRE
DES PROPOSITIONS
CONCRETES AFIN QU'ELLES
CESSENT, ELLE PEUT ETRE
ASSUREE DU PARTENARIAT,
A SES COTES, DU CENTRE
FRANÇAIS DES CITOYENS
DU MONDE.

(1) Données de décembre 2008, sauf pour la Chine (juin 2009)

(2) Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

NB : le texte sur l'accaparement des terres a été écrit grâce à des articles sur ce sujet parus dans le *Monde*. (Edition des 13 décembre 2008, 21 mars, 15, 18 et 22 avril, 16 et 20 juin, et 18 juillet 2009).

QUELQUES PRÉCISIONS SUR LA CONTRIBUTION VOLONTAIRE

Lorsqu'on prend une carte d'identité de citoyen du monde, on ne devient pas membre du Centre français. On devient Citoyen du Monde, afin d'exprimer - symboliquement pour le moment - son souci de voir les problèmes mondiaux réglés au niveau mondial.

C'est pourquoi la carte de citoyen du monde n'est pas une carte d'adhérent et c'est pourquoi aussi on ne la paie qu'une seule fois, au moment de la demande.

De même, lorsque le service d'état civil d'une mairie nous délivre une carte nationale d'identité, nous ne la payons pas chaque année non plus, mais seulement au moment de son renouvellement(1).

De même nous ne devenons pas non plus membre de cet état civil en recevant notre carte nationale d'identité.

Le Centre français est, en France, l'état civil qui délivre les cartes de citoyen du monde.

Mais tandis qu'on a l'obligation de payer des impôts à sa commune et à l'Etat, les Citoyens du Monde, eux, sont invités à verser un impôt volontaire à l'état civil qui délivre leur carte d'identité de citoyen du monde, (ici, en l'occurrence, le Centre français) afin de permettre le fonctionnement de cette structure. Mais « invité » n'est pas « obligé ». Il s'agit donc d'un impôt volontaire. C'est pourquoi nous l'appelons « contribution volontaire ». Chacun verse ce qu'il peut quand il peut, même si, en principe, il est souhaitable que chaque citoyen du monde verse annuellement à son Centre national une demi-journée de salaire au titre de cet impôt volontaire. Il faut savoir aussi que le Centre français verse au Registre (international), qui fédère tous les Centres nationaux, une partie du montant des contributions volontaires qu'il a reçues. Et savoir enfin, que le Centre français ne reçoit aucune sub-

vention publique ou privée de quelque institution que ce soit. Vous aurez ainsi compris que votre contribution volontaire nous est très nécessaire pour assurer le fonctionnement de cet état civil et, pour assurer l'archivage de soixante ans de documentation mondialiste que nous espérons ouvrir au public fin 2010.

Un grand merci, donc, à toutes celles et tous ceux qui peuvent nous verser leur contribution volontaire(2). Rappelons que ce don vous donnera droit à une réduction d'impôt sur le revenu

égale à 66% de son montant (dans la limite de 20% du revenu imposable).


Ainsi, si votre contribution volontaire est de 30 euros votre impôt sera réduit de 20 euros. Votre participation financière réelle ne sera donc que de 10 euros.

Nous vous adresserons bien sûr, le moment venu, un reçu fiscal à joindre à votre déclaration de revenus.

(1) La carte de citoyen du monde est, comme vous le savez, valable à vie.

(2) Contrairement à ce que beaucoup d'entre vous font, il n'est pas utile de remplir le formulaire de demande de carte lorsque vous nous adressez une contribution volontaire. Il est même préférable de ne rien remplir car cela crée un risque de confusion avec une demande de carte.

Pour défendre vos idées mondialistes, n'oubliez pas de verser votre contribution volontaire...



LE TRÉSORIER

suite de la page 6

mondialiser, en 1972, la commune d'Orval. Le mondialisme, on le voit, est une conviction chevillée au corps. Son militantisme ne faiblit pas. Il a été élu, l'année précédente, délégué au Congrès des Peuples. L'été, il participe à plusieurs sessions d'études de l'Institut d'études mondialistes qui se tiennent près de Sainte Foy la Grande, en Gironde. Il rédige aussi, avec d'autres, des articles pour la « Somme mondialiste » et pour l'Agence mondialiste de presse et d'information. Mais... les enfants grandissent et les lycées sont rares dans ce coin du département. Henri, Cécile (qu'il a épousée en 1950) et leurs sept enfants déménagent à Dijon. Il devient chef de bureau d'étu-

de dans une entreprise de fabrication de transconteneurs citernes et finira sa carrière comme directeur technique. Changement de lieu mais pas de convictions...

A sa vie de famille (nombreuse !) s'ajoutent ses mêmes engagements mondialiste et syndical, un engagement religieux et aussi, on le pressentait déjà quand il était maire d'Orval, un engagement en faveur de l'environnement. Il milite à *Nature et Progrès* pour la promotion de l'agriculture biologique et biodynamique et, à sa création, rejoint « naturellement » les Verts. Il sera leur candidat à des élections cantonales et sur leur liste aux régionales. Avant de suivre Antoine Waechter au Mouvement écologiste indépendant, lors de la scission. En mars 2002, Renée

Marchand, alors secrétaire générale du Centre français (elle décédera trois mois plus tard) lui demande s'il veut bien réveiller un bel endormi : le Congrès des Peuples. Cette institution alternative, créée en 1963 pour préfigurer une Assemblée des Peuples du monde (afin de faire pendant à l'ONU où ne sont représentés que les Etats) n'avait guère donné signe de vie depuis la 10ème élection de 1998. Henri veut bien. Il prend son bâton de pèlerin et d'abord organise puis anime de nombreuses réunions pour relancer la machine. Efforts couronnés de succès puisqu'ils aboutissent, en 2007, à la 11ème élection de délégués. La 12ème aura lieu en 2010. Pendant la réunion plénière de Liège (Belgique), fin 2007,

Henri, qui est depuis longtemps un sage, le devient officiellement. Il démissionne en effet du Congrès des Peuples, où il avait été élu 36 ans auparavant, pour entrer dans le Conseil des Sages, une structure qui accueille les délégués qui choisissent de laisser la place aux plus jeunes. Il continue bien entendu de suivre de près tout ce qui se fait ou devrait se faire pour l'avancée des idées mondialistes, conseille celles et ceux qui le sollicitent et fait de judicieuses propositions. Triste nouvelle : Cécile est décédée au début de cette année. La vie de famille et la vie militante continuent. Mais aussi cette passion qui ne l'a jamais lâché : la sculpture. L'année prochaine, Henri aura 85 ans.

Joël Luguern

EUGÈNE RIGUIDEL, NAVIGATEUR, CITOYEN DU MONDE ET RÉGIONALISTE

Vous menez énormément de combats, tant sur le plan national que sur le plan international. Comment faites-vous le lien entre ces actions ?

Je me définis comme un citoyen du monde régionaliste. Je veux rester constamment attentif aux problèmes de justice et de solidarité. Mais il est plus facile d'influencer des affaires au plan local qu'au plan national ou international. D'où mes combats locaux. Je suis prêt à m'engager pour une cause dès qu'elle me semble juste. Je ne peux pas faire autrement. Je dirais même que c'est la moindre des choses. Il faut faire attention au sillage qu'on laisse sur Terre. Plus je vieillis et plus je me demande : « Si je ne fais pas ça, alors à quoi je sers ? » et « Qui le fera ? ».

Par quel cheminement êtes-vous devenu ce citoyen du monde ?

Plus jeune, avec mon frère Jean-Pierre et un copain, on parlait d'îles désertes qu'on équiperait en moulins à vent et à eau. Ensuite, j'ai connu un grand moment, en 1968, lors d'une conférence du scientifique Jean Rostand ; il parlait de la notion de citoyens du monde. La solidarité devrait transcender l'esprit humain pour projeter l'homme dans l'action bénéfique. Pourquoi ne pas réfléchir à un service public mondial, pour répondre aux besoins de tous les habitants de la planète. Si les égoïsmes perdurent, on finira par faire la guerre pour le

pétrole, la guerre pour l'eau, la guerre pour l'air... Concernant nos vies personnelles, je crois en l'autosuffisance locale et en l'autonomie individuelle. Je n'utilise par exemple plus de piles dans les torches, mais des lampes solaires ou à recharge mécanique. Je fais également mon pain. Sur le plan psycho-



Pourquoi ne pas réfléchir à un service public mondial, pour répondre aux besoins de tous les habitants de la planète ?

logique, c'est incroyable ce que l'action de produire soi-même un peu de son alimentation ou de son énergie change notre relation aux choses.

Pour l'avenir, faites-vous partie des optimistes ou

des pessimistes ?

Je suis ultra pessimiste... mais pas désespéré. Le fait d'agir, même un petit peu, même parcimonieusement, évite de sombrer dans le désespoir. La seule solution pour s'en sortir, c'est l'action, à sa mesure, et une réflexion démocratique avec son entourage.

Cette interview du célèbre navigateur (réalisée par Vincent Rondreux) est extraite d'une page de journal que nous a adressée M. Didier Aubert. Sans toutefois mention du titre de publication. Une indication cependant pour ceux qui utilisent l'internet, un site : www.neoplante.eu. Rappelons qu'Eugène Riguidel est membre du comité de soutien du Centre français des Citoyens du Monde.

*

Dans le monde actuel, les intérêts priment. La mise en place des systèmes au bénéfice de minorités creuse les inégalités. L'appartenance à une race, un sexe, une religion, une nationalité ou un groupe économique peut être prétexte à des comportements égoïstes quelquefois criminels. Les criminels les plus sordides sont souvent les plus décorés. Les

logiques de groupe permettent toutes les exactions, toutes les impunités. Dans ce monde globalisé volontairement, les échanges, les rapports sont conflictuels et amènent les pires catastrophes.

Les acquis du monde militaro-industriel ne sont jamais remis en question. Tout le monde pousse son pion, sans souci de ce qu'il écrase. « A plat ventre frères, voici les chars de Wagner ». L'individu, lui-même confronté en permanence à la violence et à la fourberie des puissances constituées, devient « con » et dangereux. (...) La mise à mal des autosuffisances locales par l'exercice des pouvoirs politiques et économiques a, entre autres, multiplié la nécessité de transport, y compris des transports dangereux. (...)

Ne nous laissons pas faire, ne laissons pas les leviers de commande des forces démentielles entre les mains d'une minorité. Ne laissons rien passer, bâtissons la démocratie. Soyons mondialistes, mais pas globalistes, mais anti-globalistes, soyons des hommes et n'oublions pas que face à des armées de militaires, de technocrates, de marchands de « merde », un homme seul peut l'emporter car au valeureux, il n'est demandé qu'une seule chose : Poser le grain de sable qu'il porte en lui au bon endroit.

Eugène Riguidel

Extrait de la préface du livre d'Alain Malardé : *ERIKA, le naufrage de complaisance* (Editions Carnot, 2001)

Un multicoque
Citoyens du monde
au départ de la
Route du Rhum 2010 !

Toutes les précisions
dans le prochain bulletin !



SUPRANATIONALISME et CORRUPTION

Question

A la lecture du bulletin n°148-149 j'avais, en bon citoyen du monde, adressé la lettre sur le mondialisme aux candidats aux élections législatives de ma circonscription.

Mais je m'interroge réellement sur le bien fondé d'une telle demande.

En effet si je suis sans illusion sur la volonté de notre gouvernement de prendre vraiment en compte les problèmes écologiques, je m'interroge sur la véritable valeur d'une autorité supranationale.

Je me souviens très bien de la déclaration, il y a quelques années, d'un lobbyiste qui déclarait que pour eux, l'Union Européenne présentait l'avantage qu'au lieu d'être obligés d'intervenir auprès de chaque Etat, il leur suffirait désormais d'agir auprès de Bruxelles pour que des règles qui leur soient profitables deviennent contraignantes pour tous les membres de l'Union.

Qui nous permet de penser qu'un gouvernement supranational serait moins corrompible, compte tenu de son pouvoir, que les nombreux gouvernements nationaux qui du fait de leur multiplicité peuvent faire espérer, du moins pour certains, une prise de conscience moins facilement orientée uniquement par la finance ?

Espérant que vous pourrez lever le doute que j'exprime, acceptez mes plus chaleureux encouragements pour les actions entreprises.

André Ferruit
Themines (Lot)

Réponse

Les groupes de pression préférèrent bien sûr s'adresser à un regroupement d'Etats (qui partagent grosso modo

les mêmes valeurs) plutôt qu'à chacun des Etats qui le composent. On sait que beaucoup d'entre eux ont en effet leur rond de serviette – et ne s'en cachent pas – à deux pas du bâtiment où siège la Commission européenne à Bruxelles, laquelle, ne l'oublions pas, partage bien des convictions avec ces mêmes « lobbyistes ».

Mais c'est également vrai que ces groupes de pression ne détestent pas non plus (c'est une litote) les petites entités territoriales dotées de pouvoirs sinon de tous les pouvoirs. On le voit en France où, depuis plus de 20 ans que le néo-libéralisme avance à grands pas, ses partisans font les yeux doux aux divers régionalismes même si ce n'est apparemment pas pour y promouvoir les idéaux du Parti occitan ou de l'Union démocratique bretonne. On pourrait citer également bien des exemples hors de France mais limitons nous au cas très représentatif de Timor Oriental.

Colonie portugaise pendant trois siècles, cette moitié d'île est cyniquement annexée par l'Indonésie voisine en 1975, peu après la Révolution des œillets au Portugal. Annexion effectuée avec la « compréhension » de Washington. Au prix de dizaines et de dizaines de milliers de morts, de massacres épouvantables, les Timorais résistent pendant un quart de siècle au fait accompli. En 1999, revirement complet de la politique des Etats-Unis : le principe de l'auto-détermination est

accepté, Xanana Gusmao, le leader incontesté de la résistance, sort des geôles indonésiennes et, par référendum, le peuple timorais choisit à une large majorité l'indépendance, qui deviendra effective en 2002. Qui a-t-il eu en contre partie de ce changement radical d'attitude des Américains ? Que se cachait-il derrière l'autocritique publique d'Henry Kissinger himself (oui, l'Homme qui en 1975, avait « compris » l'Indonésie) remettant, au siège de l'UNESCO à Paris, un prix international de la paix à Xanana Gusmao ? Nul ne le sait, mais ce que chacun

inaperçue dans la grande presse (2), dans l'opinion publique mondiale et même au sien de la « communauté internationale », autrement dit des Etats membres de l'ONU, les lobbyistes ont donc eu les coudées franches dans cette région du monde pour y tirer les ficelles comme ils le souhaitaient.

Qu'en sera-t-il demain si « un gouvernement supranational » est lui-même harcelé par un quelconque groupe de pression ? Pourra-t-il ou saura-t-il résister ? demande en substance M. Ferruit.

Tout d'abord il ne s'agira pas d'un « gouvernement » supranational (ou mondial)

car les mondialistes n'ont jamais revendiqué la création d'un tel gouvernement. Cela signifierait en effet que ce « gouvernement supranational » régirait tous les aspects de la vie quotidienne de milliards d'êtres humains. Ce que nous n'avons jamais souhaité. Les textes fondateurs du mondialisme sont très précis : il ne s'agira pas « d'imposer à

toutes les nations une politique commune, mais uniquement d'arbitrer les conflits entre les intérêts nationaux et ceux de l'humanité de façon à ce que chaque peuple conserve le libre choix de son type de société, de son mode de vie, de développement et de ses valeurs culturelles ». Ce ne sera donc pas un gouvernement mondial mais une Autorité mondiale, en l'occurrence, dans le cas évoqué, une Autorité mondiale de l'environnement.

La tragédie timoraise (1) étant quasiment passée



Une autorité, par définition, est en place pour gérer et/ou résoudre une question bien spécifique. Ainsi, en France : le CSA (pour l'audiovisuel), la CNIL (informatique et liberté), la HALDE (les discriminations), etc. Les groupes de pression qui tourneraient autour de ces institutions seraient évidemment plus visibles que s'ils tourneraient autour d'une nébuleuse dont le but est de régenter tous les aspects de la vie quotidienne d'une population donnée, ce qui est le cas de l'Union européenne, qui exige par exemple que les enfants des écoles primaires de ses Etats membres ne mangent plus d'œufs provenant de fermes mais seulement des œufs transformés industriellement pour être livrés aux cantines... en poudre !

S'agissant de l'environnement, vu les dégâts produits par le laxisme des Etats industrialisés pendant des décennies, on connaît déjà les mesures qu'il faut prendre pour « limiter la casse » et réduire considérablement le réchauffement climatique ; on sait ce qu'il faut interdire pour assurer la survie de l'humanité. Si, donc, des lobbies font pression sur cette Autorité pour lui interdire d'interdire, cela se saura et même se verra, très rapidement car chacun étant personnellement concerné par les décisions prises par cette institution comprendra vite de quoi il retourne. De plus, à la différence de la Commission européenne, cette Autorité sera constamment sous les projecteurs, sous le regard des journalistes et dans le collimateur de l'opinion publique mondiale. Un tollé général ne manquerait pas de se produire côté presse, associations, électeurs, etc, si cette Autorité imposait des décisions contraires au bon sens ou n'exerçait pas de coercition à l'égard des Etats récalcitrants. Elle se disqua-

lifierait très vite.

J'écris « électeurs » car cette institution sera peut-être créée (voir encadré) mais assurément contrôlée par une assemblée d'élus des peuples du monde, et elle aura des comptes à rendre à ces élus alors que, pour poursuivre notre comparaison avec l'Europe, la Commission de Bruxelles n'a de comptes à rendre à personne. C'est en effet l'une des spécificités du mondialisme : que les Autorités supranationales soient contrôlées par une Assemblée de représentants élus des peuples du monde (3). Par ailleurs, comme dans l'histoire de l'humanité, les peuples du monde n'ont encore jamais été conviés à voter ensemble pour élire ensemble une assemblée de leurs représentants, tout indique que les travaux de cette assemblée seront suivis de très près par beaucoup de monde : la presse, les militants d'associations, de partis politiques, de syndicats, les simples électeurs et même, sans doute pour d'autres raisons « la communauté internationale ».

D'une Autorité supranationale (ou mondiale) de l'environnement, des milliards d'hommes et de femmes attendront moins, en fait, une liste de mesures à prendre pour empêcher l'irréversible – ces mesures, comme on l'a déjà dit, sont pour l'essentiel connues – que l'obligation des Etats de s'y conformer ainsi que le contrôle de cette exécution. C'est certainement là, sur la coercition, que l'Aut sera attendue au tournant. Ce sera encore une grande première dans l'histoire de l'Humanité : aucune institution n'a en effet encore eu de pouvoir de contrainte et de coercition sur l'ensemble des Etats-nations. Comment contraindre ? Le débat reste ouvert. Le mondialisme n'étant pas une idéologie du prêt-à-penser, toutes les pro-

positions sont les bienvenues.

Enfin, poser la question comme M. Ferruit le fait, c'est aussi déjà un peu y répondre. Car lorsqu'une telle institution supranationale verra le jour et qu'elle sera contrôlée par une assemblée de représentants élus des peuples du monde, cela signifiera que ces peuples auront déjà fait un grand pas en direction de l'idée mondialiste, qu'ils auront déjà pris conscience de la précarité, dans le contexte actuel, de l'existence de l'humanité sur notre Terre, et qu'ils seront de ce fait extrêmement vigilants. Et leurs représentants aussi. Si malgré toutes ces précautions, tous les gardes-fous qu'il reste à préciser, un quelconque groupe de pression parvenait à « retourner » une majorité de membres de cette Autorité supranationale de l'environnement (ou une autre), qui plus est avec l'assentiment des représentants à l'assemblée des peuples du monde, ce serait alors à désespérer de l'être humain et de l'humanité...

« Au moins, comme le répétait souvent Théodore Monod, Guy Marchand (4) et bien d'autres militants mondialistes, « au moins, nous aurons tout essayé pour empêcher cette folie. Nous aurons lutté parce que c'était notre devoir de lutter ».

Joël Luguern

1. Elle fit proportionnellement plus de victimes que le génocide perpétré par les Khmers rouges au Cambodge.

2. Excepté en 1996, lorsque José Ramos Horta et Monseigneur Belo, deux leaders de la résistance timoraise, reçurent le prix Nobel de la paix

3. Le Congrès des peuples, où une cinquantaine de délégués ont déjà été élus au cours de 11 élections successives depuis 1969, s'efforce d'être une préfiguration de cette Assemblée.

4. Guy Marchand fut l'un des fondateurs de l'association « Citoyens du Monde ». Il en a été le secrétaire général jusqu'à son décès en 1993.

Par qui et comment seront nommés, choisis ou élus les membres de cette Autorité Supranationale (Mondiale) de l'Environnement et des autres Autorités supranationales ?

Sur ce sujet, la religion des mondialistes n'est pas faite. Les avis peuvent diverger. « Tous les Citoyens du Monde ne partagent pas les mêmes convictions politiques, religieuses ou philosophiques, ni les mêmes conceptions sur la meilleure voie qui mène aux Institutions mondiales. Ils ont en commun le respect des convictions d'autrui et le sentiment de la solidarité qui les lie à l'ensemble des humains. » disent les textes fondateurs. Rien n'est donc gravé dans le marbre.

Les propositions des citoyens du monde sont les bienvenues. Surtout si, pour conjurer les craintes de M. Ferruit et probablement de beaucoup d'autres, elles permettent de verrouiller les instances supranationales afin d'empêcher toute dérive sous la pression d'un lobby et même toute tentative d'abus de pouvoir. C'est de la confrontation de propositions qui naîtront les meilleures idées. Autant il est difficile de réformer un « gros machin » déjà en place (on le voit avec l'ONU ou l'Union européenne) autant il est beaucoup plus facile de prévoir un règlement et des statuts solides et exigeants pour une nouvelle institution à créer. Donc tous vos avis, propositions, idées, amis citoyens du monde juristes ou non, nous intéressent. Les pages de ce bulletin sont tout à fait appropriées pour accueillir un tel débat.

UN DÉBAT SUR LES MESURES À PRENDRE

« La conférence de Copenhague (sur le climat) qui se tiendra en décembre 2009 vient à un moment crucial. Les problèmes d'impacts climatiques régionaux y joueront un rôle capital. En effet le changement climatique qui est lié au caractère fini des ressources de la planète Terre va créer des tensions nouvelles importantes, il est donc dangereux de voir certains contester le diagnostic scientifique. Ne pas accepter les faits relève de l'irrationnel. Et il est parfaitement raisonnable d'agir : le rapport Stern, du nom d'une économiste britannique, a montré que le coût du changement climatique est très probablement beaucoup plus élevé que ce que l'on doit investir pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Par contre il est nécessaire de mieux cerner les responsabilités et il faut avoir un débat sur les mesures à prendre. »

*Hervé Le Treut, climatologue,
membre du Groupe
Intergouvernemental d'Experts sur
l'Evolution du Climat. (GIEC)
Le Nouvel Observateur
(17 septembre 2009)*

IL Y A 80 ANS, ARISTIDE BRIAND

Les hommes se sont donné des juges pour éviter de se battre sur des questions d'intérêt. Les nations peuvent bien s'en donner pour éviter d'ensanglanter les champs de bataille...

Il n'y a pas de honte pour le pays qui croit avoir raison à proposer d'aller devant des juges qui diront où est la vérité, où est la justice. Chaque fois qu'une nation peut faire l'économie d'une guerre, elle a remporté une victoire.

*Aristide Briand
10ème assemblée
de la Société des Nations
Genève, le 5 septembre 1929*

LECTURES D'AUTOMNE

L'ESPÉRANTO À LA PORTEE DE TOUS

Le docteur Thierry Saladin, fondateur de l'association Réinsertion et Espéranto, et citoyen du monde, a écrit en collaboration avec Zohra Mraihy, deux « petites guides » d'initiation à l'espéranto : « Espéranto : l'essentiel » et « Franca-esperanta konversacio », phrases usuelles pour se débrouiller dans la langue créée par le docteur Zamenhof.

Petits guides n° 169 et 170 publiés par les éditions AEDIS (Vichy, Allier) www.aedis-editions.fr Réinsertion et espéranto. Tel. 04.67.91.01.96 (à Montpellier) / Courriel : apsike1997@yahoo.fr



GAVROCHE

est une revue trimestrielle d'histoire populaire. Autrement dit de cette Histoire dont les manuels scolaires se font rarement l'écho. Il y a dix ans elle avait consacré un long article à Garry Davis « premier citoyen du monde ». Cette fois, elle évoque longuement aussi le cas d'un autre citoyen du monde de la première heure : **Abdelkader Rahmani.**



« Lieutenant de cavalerie blindée, chevalier de la Légion d'honneur, médaillé militaire des Nations Unies, Abdelkader Rahmani est Algérien et militaire de carrière dans l'armée française. En 1957, pour avoir refusé de se battre contre ses frères pendant la guerre d'Algérie, il est emprisonné puis verra son avenir professionnel réduit à néant. »

Document passionnant. **Gavroche n°159** (juillet/septembre 2009) 52 avenue de Flandre 75019 Paris / Tel. 01.42.76.94.11. (chaque numéro de la revue coûte 8 euros)

ET TAC...

Après « du tac au tac » puis « ... et toc », voici « **Et tac...** », un recueil de poèmes et d'aphorismes. Ah, ces vendanges tardives « faites à un train de sécauteur »... ou encore : « C'est en coupant la poire en deux qu'on rencontre les pépins »...

« 200 aphorismes font un traité de philosophie ou un livre de haute morale » disait Georges Brassens. L'ouvrage (8 euros) est disponible chez l'auteur : Michel Fuchs : 13 rue de la Fontaine 67210 Bernardswiller

EPI

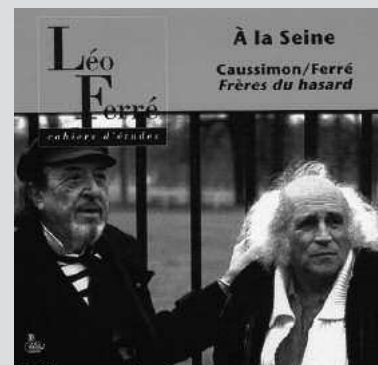
(l'épanouissement par l'insoumission), l'almanach « pacifiste, un tantinet libertaire, utopiste et toujours ami des bêtes ».

3 euros pour participation aux frais de reproduction et d'envoi. Chez notre ami Pierre Girod 4 cité Soularac 09300 Lavelanet

POUSSIÈRE BLEUE

roman de Roger Cuisiniez, éditions « Société des écrivains », 19 euros. « Un petit Etat d'Amérique latine sur la mer Caraïbe. Une tentative de prise de pouvoir par un général paranoïaque... »

JEAN-ROGER CAUSSION



Il est rare de voir sur la couverture d'une publication une personnalité portant à la boutonnière l'insigne des Citoyens du monde. C'est le cas du regretté **Jean-Roger Caussimon.**

« Dans ce cahier qui lui est consacré, partenaires, amis proches, intimes délivrent leur pensée sur celui qu'ils ont côtoyé. Ce recueil dédié à cet art populaire qu'est la chanson, tente de répondre à cette curieuse question : Comment naissent les chansons ? ». Très nombreux textes de chansons et photos. **A la Seine, Caussimon / Ferré Frères du hasard Cahiers d'études Léo Ferré N° 10, Editions du Petit Véhicule, Nantes, 22 euros.**

POUR UN DIALOGUE ENTRE LES PEUPLES DU MONDE AFIN DE RÉSOUDRE, ENSEMBLE, LES PROBLÈMES MONDIAUX PAR DES SOLUTIONS SUPRANATIONALES

- Dans ma commune, ma carte nationale d'identité me permet d'élire des représentants au Conseil municipal.
 - **C'est vrai.**
 - Dans mon département, cette même carte d'identité me permet d'élire un(e) représentant(e) au Conseil Général.
 - **C'est juste.**
 - Dans ma région, cette carte est suffisante aussi pour élire des représentants au Conseil régional.
 - **C'est exact.**
 - Dans mon pays, cette carte nationale d'identité me permet évidemment d'élire un(e) représentant (e) à l'Assemblée... nationale.
 - **C'est évident.**
 - En Europe, jusqu'à présent, cette carte d'identité m' a aussi toujours suffi pour élire des représentants à l'Assemblée européenne.
 - **Vous avez raison.**
 - Mais au niveau de la planète, comment faire pour élire nos représentants à cette Assemblée des Peuples du monde qui doit contrebalancer le poids de l'ONU où ne sont représentés que des Etats ? A cette Assemblée qui fera entendre la voix et les propositions des peuples et non pas celles des Etats-nations ? Comment faire ? Dites-moi !
 - **C'est très simple : demandez une carte d'identité de citoyen(ne) du monde ! Ainsi vous serez inscrit(e) sur les listes électorales mondiales. Et le moment venu, vous élirez vos représentants avec cette carte d'identité.**
- Attention ! Pensez à demander votre carte rapidement car la prochaine élection au Congrès des Peuples aura lieu l'année prochaine : en 2010. Pensez-y !**



« LE MONDIALISME EST L'ENSEMBLE DES IDÉES ET DES ACTES EXPRIMANT LA SOLIDARITÉ DES POPULATIONS DU GLOBE ET TENDANT À ÉTABLIR DES INSTITUTIONS ET DES LOIS SUPRANATIONALES À STRUCTURE FÉDÉRATIVE QUI LEUR SOIENT COMMUNES, DANS LE RESPECT DE LA DIVERSITÉ DES CULTURES ET DES PEUPLES.

LE MONDIALISME PROPOSE UNE NOUVELLE ORGANISATION POLITIQUE DE L'HUMANITÉ, IMPLIQUANT LE TRANSFERT DE CERTAINES PARTIES DE LA SOUVERAINETÉ NATIONALE À UNE AUTORITÉ FÉDÉRALE MONDIALE CAPABLE DE RÉSOUDRE, PAR DÉCISIONS MAJORITAIRES, LES PROBLÈMES QUI METTENT EN CAUSE L'EXISTENCE DE L'ESPÈCE HUMAINE. »

POUR PRENDRE SA CARTE DE CITOYEN DU MONDE

« Conscient(e) de mes responsabilités et résolu(e) à obtenir la reconnaissance de mes droits de membre de la communauté mondiale, je demande, tout en conservant ma nationalité, à être enregistré(e) comme citoyen(ne) du monde »

Nom	Prénom	Date et lieu de naissance
Nationalité	Profession	Adresse
Date et signature		

N'OUBLIEZ PAS DE JOINDRE 15 EUROS (PRECAIRES ET CHOMEURS 7,5 EUROS) par chèque postal , bancaire , ou en timbres-poste , et si possible une photo d'identité.
Entourez la langue dans laquelle la carte sera établie : allemand anglais espagnol espéranto français grec italien japonais néerlandais occitan portugais suédois

ABONNEMENT AU BULLETIN TRIMESTRIEL 10 EUROS (4 Numéros)

Onze élections au Congrès des Peuples ont déjà eu lieu :
en 1969, 1971, 1973, 1975, 1977, 1980, 1984, 1987, 1994, 1998 et 2007.

N'oubliez pas de participer à la 12^{ème} ! Faites entendre votre voix !